

crise d'exaltation tendant au suicide. Pour des raisons qui n'étaient pas fondées sur une saine stratégie, des décisions ont été prises au cours de la dernière guerre que nous reconnaissons tous maintenant comme des bévues. Du fait de ces bévues, des milliers de jeunes Canadiens ont été inutilement sacrifiés. Pour une petite nation comme la notre, ayant à faire face à une guerre et à une mise en ligne de forces que l'on ne saurait prévoir, la conservation de notre capital humain demande la plus grande considération.

Je tiens à réfléchir avec autant de calme sur ces questions maintenant que lorsque je verrai de longues listes de Canadiens mis hors d'action, et que je chercherai à comparer les pertes de vie et les objectifs atteints. Je tiens à réfléchir sur ces questions avec autant de calme ici que si nous avions réellement à faire face à la mort sur le champ de bataille. Je tiens à réfléchir sur ces questions avec autant de calme maintenant que lorsque je me verrai en face des problèmes de réhabilitation et de reconstruction nationales à la fin des hostilités.

Les observations relatives à la guerre sont de nature à porter au cerveau. Ayant été de ceux qui ont connu quelque chose de la guerre, je prétends que la plus grande stupidité peut-être de la guerre c'est la tendance à ce faux héroïsme qui pousse à se lancer tête baissée dans le conflit et à mettre au rancart la stratégie touchant le but ultime à atteindre pour la remplacer par une exaltation brave mais qui participe du mélodrame. Maintenant que nous sommes en guerre, rien n'est plus important que le calcul de la force qui nous portera rapidement et efficacement à l'établissement d'une paix durable fondée sur la justice.

Nous avons été entraînés à la guerre en tant que partie du commonwealth britannique. Notre politique de guerre sera donc, j'imagine, coordonnée avec celle du commonwealth. Dans la mesure où le Canada restera vulnérable le front anglais sera vulnérable. Il est clair que, comme première mesure d'un plan coordonné, on s'attendra que nous placions le Canada dans un état de défense raisonnable et approprié. Puis-je faire observer en même temps que toute extension peu judicieuse des entreprises de guerre qui saperait notre défense embarrasserait la Grande-Bretagne plutôt qu'elle ne l'aiderait. Ce serait le comble de la folie que d'exposer le front anglais à un mouvement de flanc et de mettre en péril une source vitale d'approvisionnements essentiels. Nous courons à la défaite si nous poussons de l'avant pour former un saillant alors que nous n'avons pas la force de le tenir.

Le Parlement doit maintenant décider si les vies de nos Canadiens doivent être sacrifiées sur les champs de bataille de l'Europe. Nous ne pouvons laisser cette décision au seul haut commandement anglais. Nous ne pouvons permettre que cette décision soit prise dans une crise d'exaltation ou laissée à un sentiment irraisonné. J'estime que, du point de vue de la stratégie nationale ou de celle du commonwealth, rien ne justifie l'envoi d'un corps expéditionnaire en Europe. C'est pour des raisons d'intérêt national, intérêt que j'ai cherché à définir, que la Fédération du commonwealth coopératif est opposée à une intervention militaire outre-mer.

Les objectifs de guerre du Canada ont été exposés par le premier ministre et par le ministre de la Justice. Le premier de ces objectifs c'est, selon le premier ministre, la défense du sol, la sécurité interne, la défense des possessions anglaises et françaises dans notre hémisphère, le blocus et la pression économiques et l'approvisionnement des alliés en matériel de guerre. En outre, il a demandé une approbation générale d'une extension indéfinie de ces objectifs de guerre à une participation militaire à l'étranger, pour l'heure où, après avoir consulté les autorités anglaises, le Gouvernement jugera pareille mesure opportune. Le ministre de la Justice a parlé de la présence de Canadiens sur les champs de bataille "sous le contrôle du Canada, commandés par des Canadiens et aux frais du Dominion du Canada". La seule interprétation que nous puissions donner à ces paroles, c'est que le Gouvernement prépare la voie à une intervention sur d'autres fronts.

Nous, les membres de la Fédération du commonwealth coopératif, n'approuvons pas une telle extension de la politique canadienne. Dans notre déclaration nous ne nous sommes pas opposés à des mesures pour la défense intérieure et pour l'octroi d'une aide économique à l'Angleterre et à la France. Nous prétendons que la mesure dans laquelle le Canada se trouve intéressé directement et primordialement dans ce conflit ne justifie pas l'effusion de sang canadien sur le sol d'Europe. Telle est la politique énoncée par certains dominions. C'est la politique qui convient au Canada. La participation du Canada à la guerre n'exige pas notre participation aux opérations militaires à l'étranger. Au contraire, en limitant notre assistance ainsi que nous le proposons, nous aiderons le mieux possible le commonwealth tout en sauvegardant les intérêts et l'avenir du Canada.

Il importe que nous définissions maintenant notre attitude sur cet aspect du problème. Si nous nous lançons dans des opérations militaires à l'étranger, il n'existera finalement aucune limite, quelles que soient les